

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur

Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier
75379 Paris Cedex 08

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Objet : Audit du niveau des frais de gestion d'EDF Obligation d'Achat (EDF OA) et d'EDF Systèmes Energétiques Insulaires (EDF SEI)

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES	1
Article 1 – Pouvoir adjudicateur	3
Article 2 – Objet du marché.....	3
Article 3 - Procédure	5
Article 4 – Durée du marché et délai d'exécution.....	5
Article 5 – Pièces constitutives du marché.....	5
ARTICLE 5 bis – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
Article 6 – Prestation attendue.....	6
Article 7 – Réunions intermédiaires et présentation des résultats.....	8
ARTICLE 7 bis - Prestations similaires	9
Article 8 – Livrables attendus.....	9
Article 9 – Vérifications et réception.....	9
Article 10 – Avance – Cautionnement et retenue de garantie.....	10
Article 11 - Prix	10
Article 12 – Délais de paiement – Acomptes – Facturation	10
Article 13 – Personnes mandatées	11
Article 14 – Conflit d'intérêt et confidentialité.....	12
Article 15 – Acceptation et paiement des sous-traitants.....	12
Article 16 – Pénalités de retard.....	13
Pénalités de retard dans l'exécution des prestations.....	13
Autres pénalités	13
Article 17 - Assurances.....	13
Article 18 – Protection des données à caractère personnel.....	13
Article 19 – Propriété de l'étude et de ses résultats	16
Article 20 - Résiliation	16
Article 21 – Différends et litiges	17
Article 22 - Notification/envoi de documents	17
Article 23 – Dérogation aux documents généraux.....	17

Article 1 – Pouvoir adjudicateur

Nom ou raison sociale de l'acheteur

Commission de Régulation de l'Énergie

15, rue Pasquier

75379 PARIS Cedex 08

Téléphone : 01 44 50 41 00

Adresse électronique (courriel) : mp@cre.fr - Adresse Internet (U.R.L.) : www.cre.fr

Pouvoir adjudicateur

Monsieur le Secrétaire Général, Rachid Bouabane-Schmitt, par délégation du pouvoir adjudicateur en date du 17 août 2022 parue au Journal Officiel le 23 août 2022.

Article 2 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation, pour le compte de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), d'un audit du niveau des frais de gestion, sur les années civiles 2020 à 2024, de l'opérateur de charges de service public de l'énergie¹ (CSPE) EDF, en distinguant les directions/ services suivants :

- EDF Obligation d'Achat (EDF OA) en tant que cocontractant de la majorité des contrats d'obligation d'achat et de la totalité des contrats de complément de rémunération en électricité en métropole continentale ;
- EDF Systèmes Energétiques Insulaires (EDF SEI), en tant notamment que cocontractant des contrats d'achat, fournisseur et producteur historique.

Contexte

Les charges de service public de l'électricité correspondent notamment :

- aux surcoûts liés aux dispositifs de soutien aux énergies renouvelables et à la cogénération au gaz naturel relevant de contrats d'obligation d'achat ou de complément de rémunération conclus en application d'un arrêté tarifaire ou à l'issue d'une procédure concurrentielle ;
- aux surcoûts de production et d'achat d'électricité dans les zones non interconnectées (ZNI) ainsi qu'aux surcoûts liés aux projets de maîtrise de la demande de l'électricité ou de stockage dans ces territoires et des études mentionnés au e) du 2° de l'article L. 121-7 du code de l'énergie ;
- aux coûts liés aux dispositifs sociaux (tarif de première nécessité, afficheurs déportés, réductions sur les services de fourniture pour les bénéficiaires du chèque énergie et participation au dispositif en faveur des personnes en situation de précarité - FSL) ;
- aux coûts résultant des appels d'offres incitant au développement des effacements de consommation.

Elles sont notamment supportées par Électricité de France (EDF), Électricité de Mayotte (EDM), Électricité et Eau de Wallis-et-Futuna (EEWF), les entreprises locales de distribution (ELD), les organismes agréés au titre de l'article L. 314-6-1 du code de l'énergie pour la reprise de contrats d'achat, l'acheteur de dernier recours prévu à l'article L. 314-26 du code, les autres fournisseurs d'électricité que sont les fournisseurs alternatifs (FA) et RTE. Les charges supportées par EDF OA (respectivement EDF SEI) représentent la grande majorité des charges supportées en métropole continentale (respectivement dans les ZNI). L'enjeu financier associé pour le budget de l'Etat est donc majeur.

En particulier, l'article L.121-7 du code de l'énergie dispose que « *Les charges imputables aux missions de service public comprennent [...] les coûts directement induits par la conclusion et la gestion des*

¹ Cf. articles L.121-6 et suivants du code de l'énergie.

contrats mentionnés à l'article L. 121-27 et des contrats conclus en application des 1° et 2° de l'article L. 311-12 et des articles L. 314-1, L. 314-18 et L. 314-26 supportés par Electricité de France ».

Ces frais de gestion représentent plusieurs dizaines de millions d'euros chaque année, et sont compensés par le budget de l'Etat. Ils comprennent, entre autres, les frais de personnel liés à la conclusion et à la gestion des contrats de soutien à la production d'électricité, ainsi que tous les autres frais générés par l'activité d'opérateur de CSPE. Ils sont déclarés par les opérateurs et contrôlés par la CRE lors de l'exercice annuel de calcul des CSPE, se tenant du 1^{er} mars au 15 juillet² de chaque année. S'agissant du périmètre d'EDF OA, le présent exercice s'opère dans un contexte d'importantes augmentations les dernières années, sous l'effet notamment d'une complexification du cadre réglementaire, mais surtout d'une importante augmentation du nombre de contrats gérés (en particulier filière du petit photovoltaïque sur bâtiments de particuliers). Ainsi, ces frais se sont élevés à 73,9 M€ au titre de l'année 2023 contre 58,1 M€ au titre de l'année 2022 et 51,6 M€ au titre de 2021. L'augmentation observée en 2023 est en grande partie due à un changement de périmètre, avec l'intégration notamment de la C3S³ dans les frais compensés.

Les frais de gestion d'EDF SEI regroupent également les coûts liés à la mise en œuvre des actions de maîtrise de la demande en énergie (MDE), ceux liés aux contrats d'achat d'électricité et aux contrats relatifs aux ouvrages de stockage, ainsi que ceux liés à sa qualité de producteur historique. Pour le calcul du « *prix qui résulterait de l'application à la quantité d'électricité considérée du tarif réglementé de vente* », pour les surcoûts mentionnés aux 1° et 2° de l'article R.121-28 du code de l'énergie, une déclaration des coûts de gestion clientèle d'EDF SEI en tant que fournisseur hors périmètre MDE est également requise.

Objectifs

Le présent marché a pour objet l'exécution pour le compte des services de la CRE d'une mission d'audit du niveau des frais de gestion de l'opérateur EDF (EDF OA et EDF SEI), sur la période 2020-2024.

Il est essentiel pour la CRE de disposer d'une vision exhaustive et d'une compréhension fine de la structure de frais de gestion des opérateurs de CSPE, en particulier s'agissant d'EDF OA et EDF SEI vu les montants en jeu, afin d'être en mesure d'analyser le niveau et l'efficacité de ces frais chaque année. En tant qu'opérateur efficace, le niveau de frais retenu pour EDF OA et EDF SEI doit répondre au principe établi par l'article L. 121-7 du code de l'énergie qui précise que les frais de gestion sont compensés « *dans la limite des coûts qu'une entreprise moyenne, bien gérée et adéquatement équipée des moyens nécessaires, aurait encourus*. ».

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, la CRE « *peut faire contrôler, aux frais des entreprises et dans une mesure proportionnée à l'objectif poursuivi et à la taille de l'entreprise concernée, les informations qu'elle recueille dans le cadre de ses missions* ». C'est dans ce contexte et en application de cette disposition que la CRE entend réaliser, par la passation du présent marché, un audit du niveau des frais de gestion d'EDF OA et d'EDF SEI au titre de leur mission d'opérateur de CSPE.

Pour l'accomplissement de sa mission, le titulaire s'appuiera en particulier sur les données de l'opérateur EDF (OA et SEI), sur tout élément de comparaison et sur son expertise.

Plus précisément, les résultats de cet audit devront permettre à la CRE :

- d'identifier avec précision le périmètre des frais de gestion liés à la mission de l'opérateur, et en particulier les éventuels écarts avec le périmètre actuellement compensé ;
- de mieux appréhender les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de frais de gestion supporté par l'opérateur sur la période 2020-2024 et les hypothèses sous-jacentes à leur évolution sur cette période ;

² Les opérateurs déclarent leurs charges constatées au titre de l'année précédente du 1^{er} au 31 mars, ainsi que leur prévision de charges au titre de l'année en cours et de l'année suivante du 1^{er} au 30 avril. La CRE procède par la suite à un contrôle des charges déclarées et calcule le montant à compenser à chaque opérateur avant le 15 juillet. Ce montant est ensuite compensé par le budget de l'Etat.

³ Contribution sociale de solidarité des sociétés

- de porter une appréciation, par exemple au regard d'indicateurs de performance, sur l'efficacité de l'opérateur sur les exercices 2020-2024 ;
- de disposer d'une liste d'indicateurs permettant de suivre l'efficacité de l'opérateur dans le futur au regard de la complexité et des coûts supportés pour les différentes activités de l'opérateur (comme par exemple la qualité de prévision de production, le temps de contractualisation, la quantité d'erreurs de facturation acceptables, les volumes traités relatifs aux actions de maîtrise de la demande en énergie (MDE), etc.).

Cette étude sera structurée en deux volets, un pour chacun des 2 services précités (EDF OA et EDF SEI).

Le titulaire devra proposer un prix global pour la réalisation des deux volets de l'étude (lot unique). Ce prix sera facturé pour cinquante pour cent (50%) à EDF Obligation d'Achat et cinquante pour cent (50%) à EDF SEI conformément à l'article 12 du présent CCP.

Article 3 - Procédure

Il s'agit d'une procédure adaptée ouvert, conformément à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

Article 4 – Durée du marché et délai d'exécution

Durée du marché ; Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire attestée par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre mode avec force probante et s'achève à la fin du délai d'exécution fixé ci-après.

Délai d'exécution : La durée d'exécution est de **12 semaines calendaires** à compter de la date de la réunion de lancement (qui fera l'objet de l'ordre de service n°1). En complément de l'article 3.8 du CCAG-PI, l'ordre de service n°1 pourra être émis soit par la personne en charge du suivi du marché soit par le chargé de gestion des marchés publics.

Le marché n'est pas reconductible.

A titre indicatif, la mission pourrait démarrer mi-septembre.

Nota : Le titulaire devra se rendre disponible pour la réunion de lancement prévue mi-septembre 2025..

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG.-PI.

En cas de non-respect des délais d'exécution, il sera fait application des pénalités prévues au CCP.

Article 5 – Pièces constitutives du marché

Le présent marché est régi par les documents ci-après désignés qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (édité par la direction des journaux officiels et accessible sur Légifrance) ;
- la « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) » **qui détaille le prix global et forfaitaire de l'étude**. La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des acomptes, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives ;
- le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre ;

- le calendrier d'exécution.

En cas de signature manuscrite, l'original du marché, qui seul fait foi, est conservé dans les archives du représentant du pouvoir adjudicateur désigné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 bis – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché comporte une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative, c'est-à-dire dont le chiffrage n'est pas obligatoire. Il s'agit des prestations précisées à l'article 6 (page 8) relatif à la comparaison avec d'autres opérateurs de marché. Aucun délai d'exécution supplémentaire n'est prévu pour la réalisation de la PSE.

Article 6 – Prestation attendue

Le titulaire du marché réalisera un audit des frais de gestion de l'opérateur. Cet audit devra et fournira les éléments listés ci-dessous, à titre non-limitatif :

- une description ainsi qu'une analyse détaillée et quantifiée des postes de dépenses liés à l'activité de l'opérateur. En particulier, pour les postes de dépenses indirects, l'analyse portera également sur les clés de répartition utilisées. En complément de l'analyse poste par poste, une étude particulière des thèmes suivants sera réalisée, sans que cette liste soit limitative :
 - pour EDF OA :
 - frais de personnel & affiliés ;
 - coûts liés aux installations SI, détaillées par système SI ;
 - amortissements éventuels ;
 - frais indirects induits par la mission de l'opérateur :
 - immobilier ;
 - RH ;
 - avantage nature-Energie ;
 - R&D ;
 - services tertiaires ;
 - trésorerie ;
 - taxes ;
 - comptabilité ;
 - autres coûts indirects (management des risques, restauration collective-CCAS...) ;
 - coût de fonctionnement du périmètre d'équilibre regroupant les installations sous obligation d'achat :
 - frais de mise sur le marché ;
 - frais de certification (mécanisme de capacité) ;
 - frais appliqués par les gestionnaires de réseau ;
 - C3S ;
 - systèmes d'urgence en cas de défaillance ;
 - pour EDF SEI :
 - en tant que cocontractant des contrats d'achat (obligation d'achat et gré à gré) et de stockage, il conviendra d'abord d'identifier les différents postes liés à cette activité ;
 - en tant qu'opérateur de MDE pour ses coûts de gestion liés à cette activité :

- charges de personnel au niveau nationaux et locaux;
- autres charges ;
- frais SI
- frais d'études
- prestataires ;
- en tant que fournisseur d'électricité pour ses coûts de gestion clientèle hors activités de MDE :
 - répartition entre « Supporter la commercialisation » et « Gérer la clientèle » ;
 - autres produits et charges opérationnels ;
 - autres produits et charges financiers ;
 - recettes ;
- en tant que producteur, l'auditeur se limitera aux « Frais de structure, de siège et prestations externes » regroupant les postes ci-dessous :
 - frais communs :
 - fonctions communes ;
 - véhicules ;
 - informatiques ;
 - médecine ;
 - immobilier ;
 - prestataires ;
 - direction SEI ;
 - charges centrales dont C3S.

Si les analyses des activités d'EDF OA et EDF SEI seront réalisées séparément, le titulaire proposera une comparaison des méthodes utilisées par ces deux acteurs sur les postes qui lui sembleront adéquats.

- Une appréciation du niveau des frais sur les années 2020 à 2024. Le titulaire analysera notamment les explications apportées par l'opérateur pour expliquer les évolutions d'une année à l'autre. Ces appréciations seront notamment réalisées au regard de l'expertise du titulaire en matière de meilleures pratiques. L'appréciation du niveau des frais sur la période 2020-2024 utilisera également les indicateurs de performance suivis par l'opérateur pour piloter ses efforts de productivité, tels que (sans que cette liste soit exhaustive) :
 - pour EDF OA :
 - les écarts entre les prévisions de production réalisées et la production effective des installations sur leur périmètre ;
 - la satisfaction client ;
 - le nombre et le montant de pénalités de retard payées en matière de facturation ;
 - les montants liés à des écarts au processus nominal ;
 - les indicateurs détaillés dans la délibération de la CRE du 25 janvier 2024⁴ s'agissant des ventes à terme.

⁴ Partie 2.2.3.1 de la délibération du 25 janvier 2024 portant décision sur la méthodologie d'évaluation des charges de service public de l'énergie en métropole continentale.

- pour EDF SEI :
 - volumes de contrats d'achat traités ;
 - volumes traités relatifs à la MDE ;
 - nombre de clients en gestion clientèle hors MDE ;
 - montant des primes versés dans le cadre de la MDE

Le titulaire de marché devra le cas échéant les compléter par d'autres indicateurs afin d'avoir une meilleure vision de la performance de l'opérateur.

Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) : Dans la mesure du possible, des éléments de comparaison avec d'autres opérateurs de marché devront être intégrés à l'analyse du titulaire du marché. Ces éléments de comparaison devront faire l'objet d'une analyse critique et être clairement explicités par le titulaire. Ils devront prendre en compte les différences structurelles entre les comparants et les comparés.

Les services de la CRE fourniront au titulaire du marché les données en leur possession nécessaires pour la conduite de l'audit, et toute explication relative aux CSPE et aux frais de gestion.

Les sources d'information primaires sur lesquelles devra se fonder l'audit des frais de gestion d'EDF OA et d'EDF SEI sont composées :

- des comptes de 2020 à 2024 de l'opérateur ;
- des balances comptables de 2020 à 2024 de l'opérateur ;
- de la liste des postes de charges compensés par le budget de l'Etat au titre des années 2020 à 2024 ;
- des rapports d'audit des Commissaires aux comptes fournis par l'opérateur lors de l'exercice de déclaration des charges au titre des années 2020 à 2024 ;
- de paramètres opérationnels et de ratios sur la période 2020-2024 transmis par l'opérateur pour illustrer ses performances opérationnelles réalisées.

Outre ces documents, le titulaire du marché aura la possibilité de solliciter de la part de l'opérateur des informations supplémentaires telles que ses documents comptables et ses procédures budgétaires.

Le titulaire du marché devra également s'entretenir avec les principaux responsables d'EDF OA et d'EDF SEI en charge de ces sujets.

Article 7 – Réunions intermédiaires et présentation des résultats

Les services de la CRE auront la charge du suivi de l'audit.

Une réunion de lancement (en présentiel ou en visioconférence) de la mission réunira l'équipe du titulaire du marché et le comité de pilotage interne à la CRE et les interlocuteurs appropriés de l'opérateur (EDF AO et EDF SEI).

A l'issue de la réunion de lancement, le titulaire remettra à la CRE le calendrier d'exécution, par mail, dans un délai de 3 jours calendaires après la réunion.

Des points téléphoniques ou des réunions intermédiaires (dans les locaux de la CRE ou bien en visioconférence) seront organisés toutes les semaines, notamment pour :

- valider l'approche et les différents points de méthodologie proposés ;
- rendre compte de l'avancement de la mission ;
- traiter les éventuels obstacles ou problèmes rencontrés par le titulaire.

A l'occasion d'un ou deux points intermédiaires définis en amont, les audités pourront être présents.

Les résultats de l'audit seront également présentés (en présentiel ou en visioconférence) à EDF OA et à EDF SEI, en présence des services de la CRE. Les éventuels commentaires émis par l'opérateur

dans le cadre de cette réunion de restitution, ainsi que les réponses apportées par le titulaire du marché à ces commentaires, seront intégrés au rapport final. **Cette phase contradictoire durera 2 semaines et est comprise dans le délai d'exécution de 12 semaines prévu.**

A l'issue de ces échanges, le rapport final détaillé de l'audit sera remis et présenté par le titulaire (en présentiel ou en visioconférence) du marché aux services de la CRE.

Enfin, les résultats de la mission pourront être présentés par le titulaire du marché au Collège de la CRE dans le cadre d'une audition, en présence des services de la CRE. Cette présentation n'est pas comprise dans le délai d'exécution de 12 semaines prévu. Nota : Cette prestation est incluse dans le prix forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement.

Les informations transmises au titulaire dans le cadre du présent audit présentent un caractère confidentiel. Elles peuvent relever du secret des affaires ou correspondre à des informations commercialement sensibles, dont la confidentialité est protégée par les articles L. 111-72 et suivants du code de l'énergie. Par conséquent l'utilisation de ces informations sera soumise à une stricte règle de confidentialité dont les termes seront fixés dans un accord de confidentialité qui devra être signé par le titulaire avant toute transmission d'informations.

ARTICLE 7 bis - Prestations similaires

S'agissant d'un marché de services, la CRE peut recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations similaires exécutées par le Titulaire au sens de l'article R. 2122-7 du CCP. Le recours à un marché de prestations similaires sera cependant possible uniquement dans le cas où le total du montant des prestations similaires et du marché initial ne dépassera pas le seuil de la procédure d'appel d'offres.

Article 8 – Livrables attendus

Pour chacune des réunions, le titulaire du marché proposera un ordre du jour et réalisera un support de présentation et un compte rendu. Les documents seront envoyés aux participants, par courrier électronique, au plus tard 3 jours ouvrés avant les réunions, afin que celles-ci se déroulent dans des conditions satisfaisantes.

Les comptes rendus des réunions devront être envoyés à la CRE par mail dans un délai de 3 jours calendaires après la réunion.

A la fin de la phase 3, une réunion finale de restitution des résultats de l'audit sera organisée avant la fin du **délai d'exécution de 12 semaines**. Au cours de cette réunion, le rapport final détaillé de l'audit, en format Word, sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE. Il sera accompagné :

- d'une synthèse reprenant les éléments importants du rapport détaillé ;
- d'une présentation PowerPoint des éléments clés de l'audit ;
- d'une annexe comportant l'ensemble des données recueillies au format Excel, configuré de manière à pouvoir adapter de manière automatique les hypothèses d'inflation.

Le titulaire du marché fournira également à la CRE, à la fin du marché, une version du rapport final susceptible d'être rendue publique par la CRE, qui ne comprendra pas d'information commercialement sensible relevant du secret des affaires.

L'ensemble des documents sera rédigé en français. Ils seront remis sous la forme d'une version électronique dans un format courant (Word, Excel, PowerPoint, PDF).

Article 9 – Vérifications et réception

La date de remise de ces documents finaux par le titulaire (rapport final notamment) est considérée comme le point de départ des opérations de vérification du pouvoir adjudicateur (la CRE) qui prendra dans le délai de vérification de 15 jours ouvrés (par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Les prestations sont considérées être reçues si

aucune décision de réception explicite n'est intervenue dans ce délai. La décision sera matérialisée par l'envoi d'un mail du responsable du service en charge du suivi du marché.

La date de remise des documents finaux est celle de la date de la réunion de restitution finale ou à défaut de réunion, la date du courriel d'envoi des documents finaux par le titulaire à la CRE. Cette date marque la fin du délai d'exécution des prestations. Néanmoins, dans l'hypothèse où le rapport ne serait pas satisfaisant (décision d'ajournement de la CRE), le titulaire devra procéder aux modifications nécessaires dans le délai dans un délai qui sera fixé dans la décision de la CRE. Dans ce cas, le délai d'exécution initial continue à courir et les pénalités de retard pourront être appliquées conformément à l'article 17 du présent CCP.

Article 10 – Avance – Cautionnement et retenue de garantie

Avance : En application des articles L 2191-2 et L 2191-3 du code de la commande publique, le titulaire a droit au bénéfice d'une avance de 5 % accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf s'il y a renoncé dans son acte d'engagement.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance fixé au II du présent article est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article mentionnée à l'article R. 2151-13.

Cautionnement et retenue de garantie : Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement et il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

Article 11 - Prix

Les prestations sont à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix est ferme et non révisable. Il est réputé établi à la date de remise de l'offre par le titulaire. Ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de mission et de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation.

Article 12 – Délais de paiement – Acomptes – Facturation

Facturation / acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le titulaire procédera à une facturation des prestations après l'admission de celles-ci. Les acomptes sont versés trimestriellement, néanmoins, ils pourront être versés mensuellement pour les PME conformément à l'article R-2191-22 du CCP, si le titulaire en fait la demande.

La facture mentionnera les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro RCS ;
- références bancaires ou postales sur lesquelles doit s'effectuer le paiement ;
- date de la facture ;
- numéro d'ordre ;
- nom et adresse du débiteur ;
- référence et objet du marché ;
- objet de la demande de paiement ;
- montant total hors TVA ;
- montant TTC.

Les factures du titulaire devront être adressées à l'opérateur au titre de l'audit mené, en distinguant EDF OA et EDF SEI.

En application de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, cette étude, commanditée par la CRE, est réalisée aux frais des opérateurs. Compte tenu de la particularité de la prise en charge du paiement, une attention particulière à la facturation est demandée au titulaire.

Le titulaire du marché devra facturer les 2 directions/services de l'opérateur et leur adresser la facture selon les éléments suivants :

- pour EDF OA, la facture à hauteur de 50 % devra être adressée à :

**EDF – CSP2C
TSA 52500
62971 ARRAS Cedex 9**

- pour EDF SEI, la facture à hauteur de 50 % devra être adressée à :

**EDF – SEI
Délégation Gestion Finances
20 place de la Défense
Tour EDF PB6
92800 Puteaux**

Les factures devront cependant être envoyées à la CRE uniquement sous forme dématérialisée à l'adresse suivante :

sf@cre.fr et mp@cre.fr

À cette fin, les opérateurs et la CRE ont accepté par avance de s'engager dans la convention de délégation de paiement mentionnée à l'article 6 du présent CCP. L'annexe à cette convention de délégation de paiement, faisant état du montant exact du marché, sera signée par les parties à la suite de l'attribution du marché et avant sa notification à l'attributaire.

La soumission au présent marché vaut engagement du candidat, sous la condition de devenir titulaire du marché, à signer la convention de délégation de paiement figurant en annexe.

Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de trente jours, fin de mois à compter de la date de la demande de règlement après service fait.

A défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de remboursement au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 13 – Personnes mandatées

Le titulaire s'oblige à mettre à disposition de la CRE, pendant toute la durée du marché, un personnel suffisant et qualifié, apte à remplir la mission.

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire du marché, sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

En particulier, le titulaire s'engage, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, à désigner à l'acte d'engagement un interlocuteur unique chargé du suivi global et de l'exécution des prestations prévues au présent marché, garantissant un contact permanent pour répondre aux demandes du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail

Tout changement dans les moyens mis en œuvre pour délivrer les prestations et tout changement de l'interlocuteur unique, doit être soumis à l'accord préalable de la CRE.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants dédiés à la mission serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le Pouvoir Adjudicateur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un membre de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au Pouvoir Adjudicateur sous un **délai de cinq (5) jours ouvrés** à compter de ladite indisponibilité.

Pour des motifs liés à la bonne exécution des prestations, le remplacement d'une personne de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique peut également être réalisé à la demande de la CRE. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le titulaire doit alors proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un **délai de quinze (15) jours ouvrés** à compter de la demande de remplacement faite par la CRE.

Par dérogation à l'article 3.4.3 dernier alinéa du CCAG-PI, à défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les délais précités, ou bien si la CRE refuse le premier remplaçant proposé, le marché pourra être résilié sans versement d'indemnité dans les conditions précisées à l'article 21 du présent CCP.

Aucun délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ne sera accordé au titulaire en cas de changement d'équipe.

Article 14 – Conflit d'intérêt et confidentialité

Le titulaire garantit à la CRE que les personnes affectées à la réalisation de la présente mission ne sont pas dans une situation de conflit d'intérêt.

Le titulaire fournit à la CRE dans son dossier de candidature la liste détaillée des prestations qu'il a effectuées pour le compte d'opérateurs opérant sur les marchés de l'électricité depuis 3 ans.

Par ailleurs, les personnes affectées à la réalisation de la présente mission ou qui auront la charge du traitement et de la gestion des données relatives cette mission devront toutes signer un engagement de confidentialité afin de préserver la confidentialité des informations commercialement sensibles et /ou relevant du secret des affaires échangées dans le cadre de la présente mission.

A la fin de la mission, les informations échangées devront être, dans un délai de 30 jours calendaires, soit restituées à EDF, soit détruites.

Article 15 – Acceptation et paiement des sous-traitants

Conformément au chapitre III (article L2193-1 et suivants) du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu au préalable de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. Les sous-traitants et les personnels affectés à la réalisation de la présente mission devront par ailleurs garantir l'absence de conflit d'intérêt et respecter les règles de confidentialité définies à l'article 18 du présent CCP. Les sous-traitants et les personnels affectés à la réalisation de la présente mission devront par ailleurs garantir l'absence de conflit d'intérêt et signer

l'engagement de confidentialité.

Article 16 – Pénalités de retard

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable ni invitation à présenter des observations, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – PI, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le prestataire encourt une **pénalité forfaitaire de 150 euros par jour** de retard. Cette pénalité est applicable pour chaque délai d'exécution et livraison prévu au présent CCP, c'est-à-dire notamment pour chaque délai et livraison intermédiaire fixé dans le calendrier d'exécution de l'étude.

Autres pénalités

Pénalité pour **absence aux réunions** : **100 euros par absence**.

Pénalité pour **non remise des documents préparatoires** aux réunions dans le délai : **25 euros**

Pénalité pour retard dans la remise d'un compte-rendu : **25 euros par jour de retard**

Pénalité en cas de **non-remplacement de l'interlocuteur unique ou d'un membre de l'équipe** dans le délai indiqué à l'article 14 du présent CCP : **50 euros par jours de retard**

Pénalités pour violation de l'obligation de confidentialité :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable ni invitation à présenter des observations :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Article 17 - Assurances

Le titulaire doit justifier avant la notification du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

Article 18 – Protection des données à caractère personnel

Les précisions suivantes complètent l'article 5 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, le « RGPD »).

18.1. Obligations du titulaire

Respect des finalités du traitement et des instructions indiquées dans les pièces du marché

Le titulaire s'engage à traiter les données à caractère personnel auxquelles il peut avoir accès dans le cadre de la réalisation de sa prestation uniquement pour les finalités du présent marché et conformément aux instructions de la CRE.

Confidentialité des données personnelles

Le titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

A cette fin, le titulaire s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des Services objets du présent marché public, et à la condition que la CRE ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public.

Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement.

Exercice des droits des personnes

Le titulaire et la CRE s'acquittent de leur obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de la CRE et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent marché public. Il s'engage à reporter périodiquement à la CRE un état de l'exercice anonymisé de ces droits et des suites qui y ont été donné.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à la CRE toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification devra être adressée aux adresses mails suivantes ddmte@cre.fr et dpo@cre.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CRE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Assistance du Titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le titulaire assiste la CRE pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et lui fournit toute information nécessaire au respect des obligations qui lui incombent au titre du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire assiste la CRE pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes et toute autre mesure rendue nécessaire à l'issue de l'éventuelle l'analyse d'impact relative à la protection des données réalisée par la CRE responsable de traitement :

La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel

Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par les différentes réglementations.

Sort des données

Au terme du présent marché public, le titulaire s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le Titulaire apporte la preuve écrite de leur destruction.

Hébergement et transfert des données

Les données à caractère personnel au sens de l'article 4(1) du RGPD devront être hébergées au sein de l'Union européenne. Elles ne font l'objet d'aucun transfert.

Délégué à la protection des données

Si, en application de l'article 37 du RGPD, le titulaire a désigné un délégué à la protection des données, il en communique le nom et les coordonnées à la CRE.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de la CRE la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la CRE ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

La CRE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

18.2. Obligations de la CRE, responsable de traitement, à l'égard du titulaire

La CRE s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser, le cas échéant, les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 19 – Propriété de l'étude et de ses résultats

Les précisions suivantes complètent l'article 35 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Par dérogation aux articles 35.2.1 et 35.3.1 du CCAG-PI, tous les résultats (tel que ce terme est défini à l'article 32 du CCAG-PI) produits en exécution du présent marché sont la propriété exclusive de la CRE. L'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter les résultats dans le cadre du marché, ceux-ci étant cédés dans leur globalité et à titre exclusif à la CRE. Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le marché.

Il en est de même pour tous les documents et informations que le pouvoir adjudicateur aura remis au candidat puis au titulaire, qui ne pourra utiliser tout ou partie des résultats faisant l'objet du présent marché sans l'accord préalable et écrit de la CRE.

En outre, l'article 35 du CCAG-PI est complété par les dispositions suivantes :

« La CRE utilisera librement les résultats du marché. Dans ces conditions, le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail de ses salariés, ceux de ses co-traitants et de ses éventuels contrats de sous-traitance, ne fassent pas obstacle à une libre utilisation de la prestation par la CRE. Le titulaire s'engage à reprendre les dispositions ci-dessus dans ses contrats de sous-traitance.

Les co-traitants doivent se céder leurs droits (fournir la convention d'engagement dans laquelle figureront les droits cédés) ».

Il est rappelé également la possibilité pour la CRE d'utiliser librement, en contrepartie de sa contribution financière, les résultats, même partiels, des prestations réalisées par le titulaire. Ces droits incluent les droits d'exploitation ultérieure, de représentation, de reproduction et de publication, sans aucun nouveau versement de droits par la CRE, étant entendu que toute exploitation de l'œuvre, toute édition ou toute publication par la CRE fera mention du prestataire.

Article 20 - Résiliation

Les dispositions applicables en matière de résiliation sont celles du chapitre 7 du CCAG – PI avec les précisions et dérogations décrites ci-dessous.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, la CRE se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

Selon les cas énumérés à l'article 39.1 du CCAG-PI, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du titulaire, et prendre la forme d'une notification. Ainsi, dans un premier temps la CRE

adresse au titulaire un courrier recommandé lui annonçant son intention de résilier le contrat. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour formuler ses observations à compter de la réception du courrier recommandé. Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG - PI, une fois ce délai expiré, la CRE pourra prononcer à titre définitif la résiliation du marché (sans qu'il soit nécessaire d'assortir la mise en demeure d'un délai d'exécution et que cette dernière soit restée infructueuse).

La date de prise d'effet de la résiliation sera fixée par courrier.

Par dérogation à l'article 3.4.3 et 39.1.e) du CCAG-PI, le marché pourra également être résilié à défaut de proposition dans les délais précisés au présent CCP d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, ou bien si le premier remplaçant proposé est récusé par la CRE.

Conformément à l'article 39.2 du CCAG-PI, la CRE se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate sans mise en demeure quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Article 21 – Différends et litiges

En cas de litige entre les Parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable dans un délai maximum de 30 jours à compter du constat du litige.

En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

Article 22 - Notification/envoi de documents

La notification du présent marché interviendra par voie dématérialisée conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique et ce via le profil d'acheteur.

Le profil d'acheteur pourra également être utilisé, pour tous les échanges (échanges d'information ou courriers divers ...) intervenant pendant l'exécution du marché ou pour la transmission de documents établis dans le cadre de l'exécution du contrat (décision de réception, décision d'ajournement, avenant, sous-traitance...).

Article 23 – Dérogation aux documents généraux

Le présent CCP déroge au CCAG PI notamment sur les points suivants :

- l'article 4 complète à l'article 3.8 relatif aux ordres de service ;
- l'article 5 déroge à l'article 4.1 relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;
- l'article 9 déroge aux articles 28 et 29 relatifs aux décisions après vérification ;
- l'article 13 déroge à l'article 3.4 relatif aux personnes désignées par le titulaire ;
- l'article 16 déroge à l'article 14 relatif aux pénalités ;
- l'article 19 complète l'article 35 relatif à l'utilisation des résultats de l'étude ;
- l'article 20 déroge à l'article 39 relatif à la résiliation du marché
- l'article 21 déroge à l'article 43 relatif aux différends.

Pour le reste, tous les points non abordés au présent document sont régis par le C.C.A.G.-PI.